



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

សំណុំរឿងលេខ: ០០២/១៩-កញ្ញា-២០០៧-អ.វ.ត.ក/អ.ជ.ត.ក

Case File/Dossier n° 002/19-09-2007-ECCC/SC

អង្គជំនុំជម្រះតុលាការកំពូល

Supreme Court Chamber

LA CHAMBRE DE LA COUR SUPRÊME

ឯកសារបកប្រែ

TRANSLATION/TRADUCTION

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 18-Nov-2015, 15:32

CMS/CFO: Ly Bunloun

Composée comme suit :

- M. le Juge KONG Srim, Président**
- M. le Juge Chandra Nihal JAYASINGHE**
- M. le Juge SOM Sereyvuth**
- Mme la Juge Agnieszka KLONOWIECKA-MILART**
- M. le Juge MONG Monichariya**
- Mme la Juge Florence Ndepele MWACHANDE-MUMBA**
- M. le Juge YA Narin**

Date : 29 octobre 2015
Langue : français, original en anglais et en khmer
Classement : PUBLIC

**DÉCISION RELATIVE À LA DEMANDE DE NUON CHEA VISANT À OBTENIR
UN SUPPLÉMENT D'INFORMATION AUX FINS DE POUVOIR ÉPROUVER
LA CRÉDIBILITÉ DU TÉMOIN SÂM SITHY**

Co-Procureurs

Mme CHEA Leang
M. Nicholas KOUMJIAN

Co-avocats de NUON Chea

Me SON Arun
Me Victor KOPPE

Accusés

KHIEU Samphân
NUON Chea

Co-avocats de KHIEU Samphân

Me KONG Sam Onn
Me Anta GUISSÉ
Me Arthur VERCKEN

Co-avocats principaux pour les parties civiles

Me PICH Ang
Me Marie GUIRAUD

LA CHAMBRE DE LA COUR SUPRÊME des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens établies pour poursuivre les auteurs présumés des crimes commis durant la période du Kampuchéa démocratique entre le 17 avril 1975 et le 6 janvier 1979 (respectivement, la « Chambre » ou la « Chambre de la Cour suprême » et les « CETC ») ;

AYANT ÉTÉ SAISIE de la « Demande visant à obtenir un supplément d'information concernant les faits relatés lors de la déposition de SâM Sithy », que la Défense de NUON Chea a déposée le 7 septembre 2015 (la « Demande »)¹ ;

RELEVANT QUE, dans la Demande, la Défense de NUON Chea sollicite un certain nombre d'actes d'investigation de la part de la Chambre de la Cour suprême afin de pouvoir éprouver la crédibilité du témoin SÂM Sithy qui a comparu devant la Chambre le 3 juillet 2015 et effectué une déposition qu'elle qualifie d'« en elle-même incohérente », d'« en rien confirmée » et de « pas plausible² » ; **QUE**, selon la Défense, ces actes d'investigation – consistant notamment à « interroger la cousine de SÂM Sithy » ainsi que « les habitants à Chrak Sdech » (sans autre précision), repérer une fosse commune et obtenir un article paru dans un journal³ – sont rendus nécessaires étant donné que c'est essentiellement sur les informations fournies par ce témoin que la Chambre de première instance se serait fondée dans son Jugement⁴ pour conclure à l'existence de la politique du Parti communiste du Kampuchéa (le « PCK ») ayant consisté à exécuter les soldats et fonctionnaires de la République khmère⁵, et **QU'**il est proposé que de tels actes soient conduits par un enquêteur désigné par la Chambre de la Cour suprême ou par la Défense de NUON Chea elle-même⁶ ;

RELEVANT QUE les co-avocats principaux pour les parties civiles et les co-procureurs s'opposent à la Demande au motif qu'elle prolongerait inutilement et abusivement la procédure⁷, ceux-ci faisant notamment valoir que SÂM Sithy a fait un récit extrêmement crédible, cohérent et détaillé de parties essentielles des événements inoubliables qui ont

¹ Doc. n° F28 (notifié le 8 septembre 2015 dans ses versions anglaise et khmère) (la « Demande »).

² Demande, par. 2 et 3 et p. 12.

³ Demande, par. 31.

⁴ Jugement du premier procès dans le dossier n° 002, 7 août 2014, Doc. n° E313, (le « Jugement dans le cadre du dossier n° 002/01 » ou le « Jugement »).

⁵ Demande, par. 26 et 28.

⁶ Demande, par. 31.

⁷ *Co-Prosecutors' Response to NUON Chea's Request for Investigative Action into Events Described During the Testimony of S[Â]M Sithy*, 18 septembre 2015, Doc. n° F28/2 (la « Réponse des co-procureurs »), par. 3 et 29 ; *Civil Party Lead Co-Lawyers' Response to NUON Chea's Investigatory Requests Relating to S[Â]M Sithy*, 18 septembre 2015, Doc. n° F28/1 (la « Réponse des parties civiles »), par. 40 et 41.

changé sa vie en 1975⁸ - ce récit ne nécessitant donc pas d'être corroboré par d'autres éléments de preuve⁹ - et que NUON Chea surévalue l'importance accordée par la Chambre de première instance aux informations fournies par SÂM Sithy¹⁰ dès lors que, selon les co-avocats principaux, celle-ci n'a prononcé aucune déclaration de culpabilité à raison du massacre particulier relaté par ce témoin mais a simplement intégré le témoignage de celui-ci dans son examen des éléments de preuve pertinents, et ne s'y est fondée que pour tirer des conclusions factuelles se limitant à la politique du PCK ayant consisté à exécuter les soldats et fonctionnaires de la République khmère, vue de manière générale¹¹ ;

RELEVANT, en outre, **QUE** les co-procureurs, premièrement qualifient la Demande de manœuvre 'on ne peut plus manifeste' visant à prolonger la procédure – et qui dénote par ailleurs un 'incroyable manque de diligence' de la part de la Défense de NUON Chea au vu du moment choisi pour l'entreprendre¹² – avec pour conséquence que la Chambre de la Cour suprême doit consacrer ses ressources à des 'futilités plutôt qu'à sa tâche principale de parvenir à un verdict final'¹³ et, secondement, y voient, à l'instar des demandes aux fins d'obtention et d'examen d'éléments de preuve supplémentaires déjà déposées par l'intéressé, un autre moyen détourné choisi par lui pour compléter son mémoire d'appel et ainsi passer outre la limitation du nombre de pages autorisé pour celui-ci¹⁴ ;

ATTENDU QUE la Défense de NUON Chea fait valoir en réplique i) que les co-procureurs avancent des 'généralités' sans rapport direct avec le fond de la Demande, qu'ils invoquent une jurisprudence qui ne s'applique pas au cas de l'espèce et qu'ils essayent par stratégie de faire passer pour exagérément compliquée la suite à donner aux mesures sollicitées dans la Demande¹⁵, ii) que les co-avocats principaux pour les parties civiles interprètent erronément les conclusions de la Chambre de première instance concernant les faits précis relatés par SÂM Sithy, en ce que celle-ci s'en est effectivement servi pour conclure à la responsabilité pénale de l'Accusé à raison de ces faits¹⁶ ;

⁸ Réponse des co-procureurs, par. 17 et 18, 21.

⁹ Réponse des co-procureurs, par. 25.

¹⁰ Réponse des parties civiles, par. 14 et 27 ; Réponse des co-procureurs, par. 37.

¹¹ Réponse des parties civiles, par. 25, 28 à 36.

¹² Réponse des co-procureurs, par. 33.

¹³ Réponse des co-procureurs, par. 33.

¹⁴ Réponse des co-procureurs, par. 30.

¹⁵ *Reply to Co-Prosecutors' Response to Request for Investigative Action into Events Described During the Testimony of SÂM Sithy*, 7 octobre 2015, Doc. n° F28/3 (la « Réplique de NUON Chea »), par. 4, 8 à 10, 13, 18 à 20.

¹⁶ Réplique de NUON Chea, par. 13 à 17.

ATTENDU, en outre, **QUE** dans une de ses écritures précédentes, NUON Chea a i) dénoncé une pratique suivie par les co-procureurs consistant à donner une interprétation erronée des motifs présentés à l'appui des mesures qu'il sollicitait, et à 'lancer constamment des insinuations non fondées' suggérant que son comportement est 'empreint de mauvaise foi' dans le sens où il est dicté par l'intention d'interrompre et de prolonger indûment la procédure afin d'échapper au verdict final¹⁷, et 2) regretté l'emploi excessif par ces mêmes co-procureurs de propos 'insultants' et 'exprimant de l'indignation' à son égard¹⁸, ce qui avait conduit l'intéressé à demander à la Chambre de 'prendre des mesures de censure' face à une telle conduite qualifiée de répréhensible¹⁹ ;

CONSTATANT QUE NUON Chea a, dans une certaine mesure, utilisé la Demande ainsi que d'autres présentées précédemment pour compléter ses arguments au fond en appel du Jugement dans le cadre du dossier n° 002/01²⁰, et de ce fait contourné, en particulier, les contraintes fixées par la Chambre concernant le nombre maximal de pages autorisé et la date limite de dépôt du mémoire d'appel²¹, mais **CONSIDÉRANT QUE** ces arguments supplémentaires sont pour la plupart liés à l'objet légitime des requêtes dans lesquelles ils sont exposés et qu'en tout état de cause, les co-procureurs ont toujours disposé – et régulièrement usé – de modalités procédurales leur permettant de répondre à de tels arguments, en se voyant même accorder un dépassement du nombre de pages autorisé pour ce faire²², ce qui répond à leurs préoccupations concernant une éventuelle violation du principe de l'égalité des armes²³ ;

¹⁷ *NUON Chea's Reply to the Co-Prosecutors' Response to His Sixth Request to Consider and Obtain Additional Evidence in Connection with the Appeal Against the Trial Judgement in Case 002/01*, 19 octobre 2015, Doc. n° F2/8/6 (la « Réplique de NUON Chea relative à sa sixième Demande »), par. 6 et 11.

¹⁸ Réplique de NUON Chea relative à sa sixième Demande, par. 7.

¹⁹ Réplique de NUON Chea relative à sa sixième Demande, par. 11.

²⁰ Voir Demande, par. 4 à 28 ; *NUON Chea's Sixth Request to Consider and Obtain Additional Evidence in Connection with the Appeal Against the Trial Judgement in Case 002/01*, 11 septembre 2015, Doc. n° F2/8, par. 9 à 13, 18 à 69.

²¹ Décision relative aux demandes de dépassement du nombre de pages autorisé pour le mémoire d'appel et de prorogation du délai fixé pour répondre à l'appel des co-procureurs, 11 décembre 2014, Doc. n° F13/2 ; Décision relative aux requêtes en prorogation du délai de dépôt et en augmentation du nombre de pages autorisé pour les mémoires d'appel et les réponses à ces mémoires, 31 octobre 2014, Doc. n° F9.

²² *Co-Prosecutors' Request for Additional Pages and to File in One Language in Response to NUON Chea's Sixth Additional Evidence Request*, 30 septembre 2015, Doc. n° F2/8/2 ; *Decision on the Co-Prosecutors' Request for Page Extension for their Prospective Response to NUON Chea's Sixth Request for Additional Evidence*, 5 octobre 2015, Doc. n° F2/8/2/1.

²³ *Co-Prosecutors' Response to NUON Chea's Sixth Request to Consider and Obtain Additional Evidence in Connection with the Appeal Against the Trial Judgment in Case 002/01*, 14 octobre 2015, Doc. n° F2/8/5 (la « Réponse des co-procureurs à la sixième Demande »), par. 35.

CONSIDÉRANT QUE, contrairement à ce qu'allèguent les co-procureurs²⁴, NUON Chea est jusqu'à présent resté dans le cadre de l'exercice légitime de son droit à présenter une défense dans le cadre de la procédure d'appel du Jugement, même s'il a exercé ce droit de manière large, et **QUE** rien ne laisse à penser que l'intéressé se soit livré à une quelconque manœuvre dilatoire ou abusive en déposant ses demandes, comme en atteste d'ailleurs le fait que la Chambre ait accordé un grand nombre de celles-ci²⁵ ;

CONSTATANT, par ailleurs, **QUE** dans leurs réponses à la Demande ainsi qu'à la sixième demande de NUON Chea aux fins d'obtention et d'examen d'éléments de preuve supplémentaires, les co-procureurs emploient un langage susceptible d'être perçu comme irrespectueux à l'égard de l'Accusé et son équipe de Défense ou comme gratuitement lourd d'insinuations²⁶ – langage que la Chambre de la Cour suprême espère ne plus trouver dans toute écriture à venir des co-procureurs – mais **CONSIDÉRANT QUE** ce langage n'est pas choquant au point de – ni la manifestation d'un comportement systématique de nature à – justifier des mesures de censure officielles ;

ATTENDU QU'une grande partie du contentieux généré par la Demande – tout comme cette dernière elle-même – porte sur la crédibilité du témoin SÂM Sithy et l'importance accordée à son témoignage par la Chambre de première instance dans un certain nombre de conclusions qu'elle a tirées dans le Jugement, et **CONSIDÉRANT QUE** c'est dans le cadre de l'Arrêt qu'elle rendra à l'issue de la procédure en appel dans le dossier n° 002/01 qu'il est le plus approprié d'examiner les arguments relatifs à cette question litigieuse ;

ATTENDU QUE les témoins déposent régulièrement en audience publique et que c'est sur la base de ces dépositions, examinées dans le contexte du dossier dans son intégralité, que les Chambres évaluent la crédibilité des témoins, sans qu'il soit nécessaire de procéder à de nouveaux actes d'instruction pour ce faire, puisque les dépositions en elles-mêmes, la mesure dans laquelle elles ont été corroborées ainsi que l'attitude manifestée

²⁴ Réponse des co-procureurs, par. 33. Voir également Réponse des co-procureurs à la sixième Demande, par. 4, 7 et 41.

²⁵ Pour le rappel de la procédure, voir *Decision on Pending Requests for Additional Evidence on Appeal and Related Matters - Disposition* -, 21 octobre 2015, Doc. n° F2/9.

²⁶ Réponse des co-procureurs à la sixième Demande, par. 19 ('affirmations paranoïaques'), par. 32 ('ruminations frénétiques'), par. 35 ('... une tentative, à peine dissimulée sous une demande de supplément d'information, de dénigrer en appel un témoin dont la déposition lui est préjudiciable'), par. 68 ('... tentant désespérément de suggérer la thèse d'un complot fomenté par la zone Nord-Ouest, NUON Chea...'), et par. 4, 7, 41 et 61 ; voir également Réponse des co-procureurs, par. 33 (dans laquelle ces deniers affirment à maintes reprises que le principal (ou seul) but des demandes déposées par NUON Chea est de prolonger et d'interrompre indûment la procédure afin 'd'empêcher le plus longtemps possible le prononcé de l'arrêt').

par les déposants, entre autres, sont des indicateurs suffisants pour procéder à l'évaluation voulue ;

CONSIDÉRANT QUE, pour évaluer la crédibilité et la fiabilité de SÂM Sithy ainsi que le rapport possible entre ses dépositions et certaines conclusions contestées de la Chambre de première instance, il est inutile, dans les circonstances de l'espèce, de procéder à de nouveaux actes d'instruction, dès lors que la déposition du témoin à l'audience en appel suffit en elle-même pour permettre à la Chambre de la Cour suprême de tirer toutes les conclusions voulues pour pouvoir procéder à cette évaluation ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE la Demande.

Phnom Penh, le 29 octobre 2015,

Le Président de la Chambre de la Cour suprême,

/signé/

KONG Srim